

Industrie et services

Panorama

Trois entreprises sur quatre actives dans les services

En 2018, la Suisse comptait environ 592 000 entreprises marchandes. Plus de 450 000 entreprises sont actives dans le secteur des services (secteur 3). Le secteur industriel (secteur 2) compte plus de 90 000 entreprises et le primaire (secteur 1) quelque 52 000 entreprises.

La plupart des entreprises sont des PME

Les petites et moyennes entreprises (PME) tiennent une place prépondérante dans le tissu économique suisse. Il s'agit d'entreprises marchandes comptant moins de 250 emplois. Elles représentent en 2018 plus de 99,7% des entreprises du secteur marchand et absorbent plus de deux tiers de l'emploi actif dans ce secteur. Ce poids considérable dans l'économie est stable depuis plusieurs années. On retrouve d'ailleurs une structure comparable dans la plupart des pays partenaires de la Suisse.

La part des PME est très forte dans tous les cantons

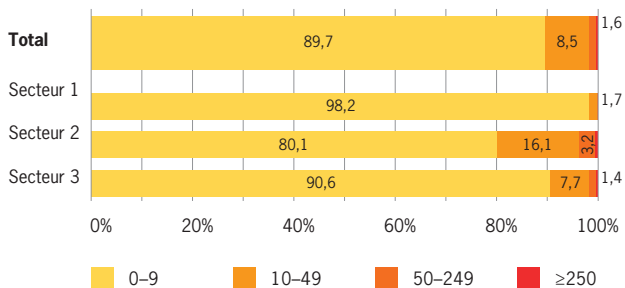
La répartition des entreprises entre les classes de taille varie faiblement entre les cantons. Par contre au niveau de la répartition des emplois, les cantons à caractère plus urbain (Bâle-Ville, Zurich, Genève) ont une structure différente des cantons plus ruraux (Appenzell Rhodes-Intérieures, Appenzell Rhodes-Extérieures, Schwytz, Uri, Grisons, Valais). Les premiers ont une forte proportion d'emplois dans les grandes entreprises tandis que les seconds disposent d'emplois principalement dans les micros et les petites entreprises.

Une majorité de créations d'entreprises dans les branches des services

En Suisse, en 2018, 39 608 entreprises ont été créées «ex-nihilo», ce qui correspond à une augmentation de 305 unités par rapport à 2017 (+0,8%). La grande majorité des nouvelles entreprises (87,3%) a vu le jour dans le secteur tertiaire, ce qui

Part des entreprises¹ selon la taille², en 2018

G 6.1



Part des emplois selon la taille² des entreprises¹, en 2018

G 6.2

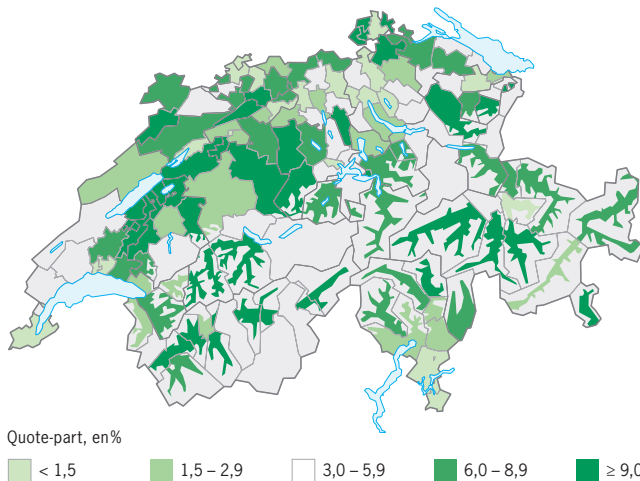


- 1 Uniquement les entreprises marchandes
2 La taille des entreprises est évaluée selon le nombre d'emplois.

Emplois dans le secteur primaire, en 2018

G 6.3

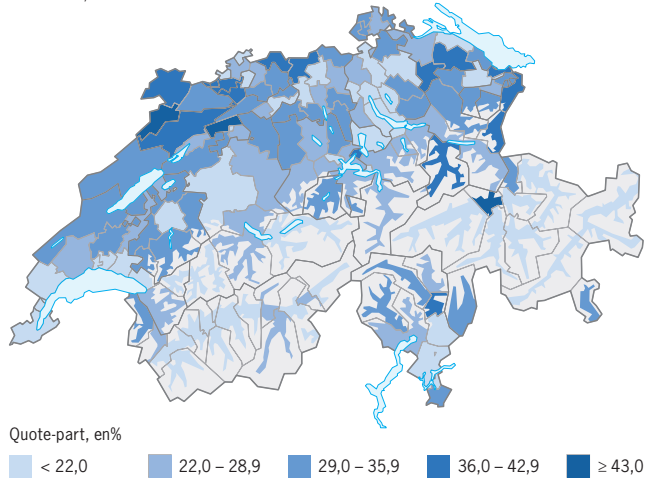
Suisse: 3,1 %



Emplois dans le secteur secondaire, en 2018

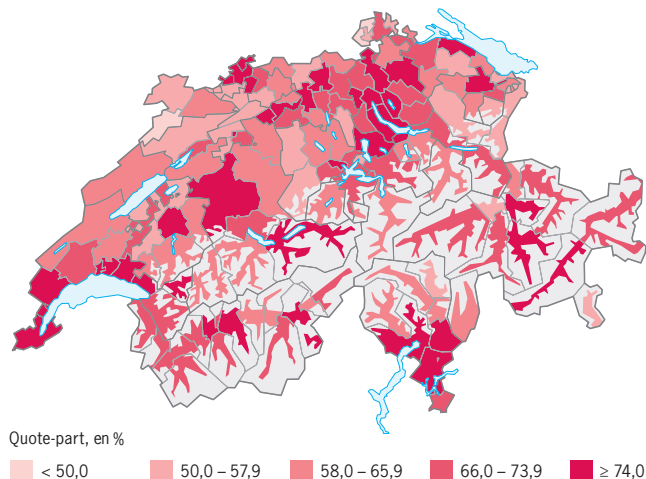
G 6.4

Suisse: 20,8 %



Emplois dans le secteur tertiaire, en 2018

Suisse: 76,1%

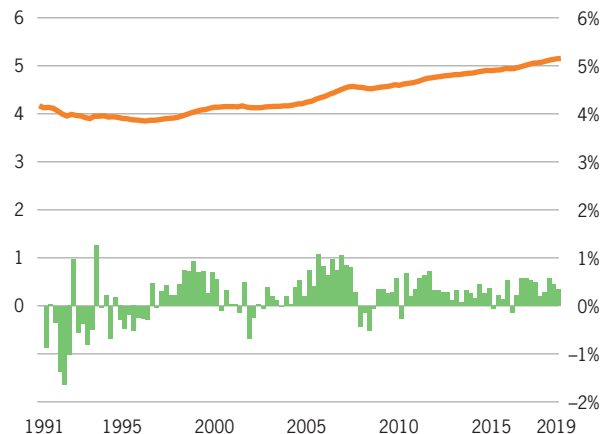


peut partiellement s'expliquer par des besoins d'investissements en infrastructure et ressources humaines plus faibles que dans les activités industrielles. Traditionnellement, les nouvelles entreprises se concentrent dans les branches «activités spécialisées et scientifiques» (21,6% du total en 2018), «santé et action sociale» (11,4%) et «commerce et réparations» (10,9%). Les créations d'entreprises ont permis de générer 54 052 emplois en 2018, soit +1,1% par rapport à ceux créés en 2017.

G 6.5

Nombre d'emplois (désaisonnalisés)

Total, en millions — Évolution par rapport au trimestre précédent



G 6.6

Moins de fermetures dans le secteur secondaire par rapport au tertiaire

En Suisse, 36 323 entreprises ont définitivement cessé leur activité en 2016, ce qui représente une différence de 839 unités (+2,4%) par rapport à l'année précédente. Ces fermetures ont entraîné la disparition de 49 062 emplois (+0,7%). Vu le poids prépondérant du secteur tertiaire dans l'économie, il n'est pas étonnant de constater que 85,5% des entreprises fermées et 81,6% des emplois disparus proviennent de ce secteur

La branche «santé et action sociale» présente les taux de survie les plus élevés

Les taux de survie des nouvelles entreprises varient énormément en fonction de l'activité économique exercée par les entreprises. La «santé et action sociale» affiche les taux de survie les plus élevés. 87,7% des entreprises créées dans cette branche en 2017 étaient encore actives en 2018. Les cohortes des années précédentes présentent également des valeurs bien au-dessus de la valeur suisse, avec par exemple un taux de survie de 63,5% après 5 ans pour les entreprises créées en 2013. Les branches «transports et entreposage», «enseignement» et «activités spécialisées et scientifiques» sont aussi particulièrement dynamiques en termes de survie.

Les entreprises à forte croissance se concentrent dans le secteur tertiaire

En 2018, la Suisse a comptabilisé 4440 entreprises à forte croissance, ce qui représente 7,3% de la totalité des entreprises actives avec au moins 10 emplois. Ces entreprises «high-growth» ont permis la création de 102 206 emplois sur la période 2015–2018, avec une croissance moyenne annualisée de 18,2% par an. Le secteur tertiaire concentre plus de trois quarts des entreprises à forte croissance et se caractérise par un taux d'entreprises à forte croissance (8,0%) supérieur à celui du secondaire (5,7%).

La branche la plus dynamique est celle de l'«information et communication» avec, en 2018, 12,3% d'entreprises à forte croissance parmi celles de plus de 10 emplois, suivie par les «activités immobilières et de services» (11,0%) et les «arts et activités récréatives» (10,3%).

Plus d'un quart des emplois en Suisse sont proposés dans un groupe d'entreprises multinational

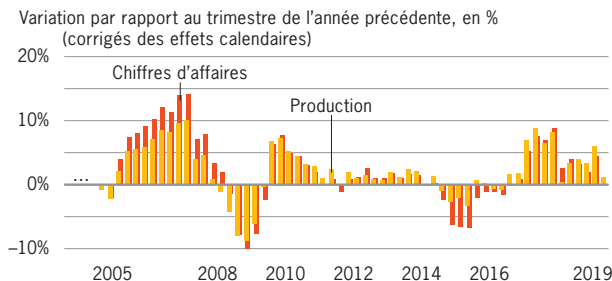
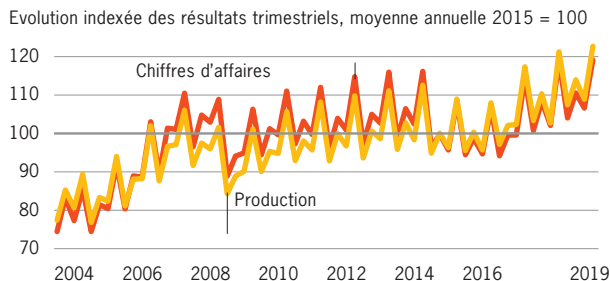
En 2018, plus de 29 000 entreprises étaient affiliées à un groupe d'entreprises multinational. Elles totalisaient 1 426 000 emplois, soit plus d'un quart de l'ensemble des emplois en Suisse. Outre les multinationales, la statistique dénombre plus de 20 000 entreprises (avec 476 000 emplois au total) qui sont rattachées à un groupe purement domestique. 4,4% des entreprises appartenant à un groupe d'entreprises sont des grandes entreprises employant au moins 250 personnes, alors que la proportion correspondante dans l'ensemble des entreprises n'atteint que 0,3%.

L'emploi dans les entreprises sous contrôle étranger

503 000 emplois, soit 35% des emplois recensés dans l'ensemble des multinationales, sont sous contrôle étranger. Parmi les pays de résidence, l'Allemagne arrive en tête avec 2970 entreprises ou 124 000 emplois.

Les entreprises sous contrôle étranger sont actives avant tout dans le secteur manufacturier et dans le commerce

Environ la moitié des emplois des entreprises sous contrôle étranger (251 000 personnes, soit 50%) est dénombré dans le secteur manufacturier et le commerce. Ces chiffres indiquent une forte concentration d'entreprises étrangères dans ces activités économiques.



Évolution de l'emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire

Entre 2010 à 2019, le nombre d'employés dans les secteurs secondaire et tertiaire a augmenté de 12,2%. L'évolution a varié d'un secteur à l'autre. Dans le secteur secondaire (industrie et construction), l'emploi a augmenté de 1,8% entre 2010 et 2014 pour atteindre 1,09 million. Après l'abandon du cours plancher franc-euro en 2015, le nombre d'emplois a fortement diminué en 2016. En 2018 et 2019, l'emploi a de nouveau augmenté après 3 ans de recul et a atteint 1,1 million en 2019 (+2,6% entre 2017 et 2019), soit une hausse de 2,3% entre 2010 et 2019.

Dans le secteur tertiaire (services), l'emploi a augmenté entre 1,0% (en 2014) et 2,4% (en 2012) de 2010 à 2019 pour atteindre 4,03 millions. Cela correspond à une augmentation totale de 15,3%.

Places vacantes

Le nombre de places vacantes dans les deux secteurs a augmenté de 43,9% entre 2010 et 2019 (+25,8% dans le secondaire, +50,9% dans le tertiaire). L'abandon du cours plancher franc-euro en 2015 s'est traduit l'année suivante par une diminution du nombre de places vacantes, en particulier dans le secteur secondaire. À partir de 2017, la demande de main-d'œuvre dans les secteurs secondaire et tertiaire a de nouveau augmenté, pour atteindre respectivement 19 200 et 60 300 postes vacants dans les secteurs secondaire et tertiaire en 2019.

Le secteur secondaire est exposé à une forte concurrence internationale

Le secteur secondaire comprend d'une part l'industrie, d'autre part la construction. L'industrie, qui constitue la plus grosse part du secteur secondaire, est sous pression: l'industrialisation progresse dans le monde entier, la production ne cesse de s'ac-

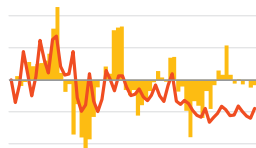
Indice de la production: évolution dans les différentes branches

G 6.8

Alimentation, boissons, tabac



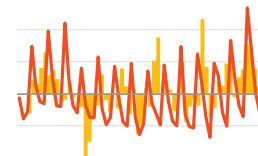
Textile et habillement



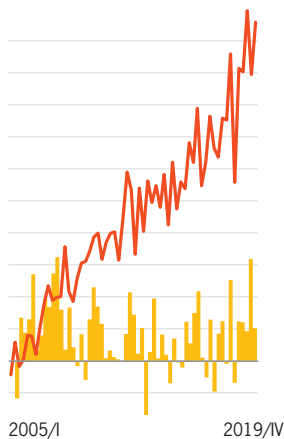
Bois et papier; imprimerie



Raffinage et industrie chimique

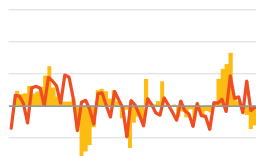


Industrie pharmaceutique



2005/I 2019/IV

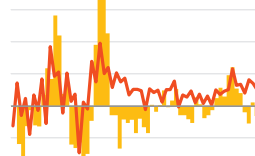
Caoutchouc et plastique



2005/I 2019/IV

2005/I 2019/IV

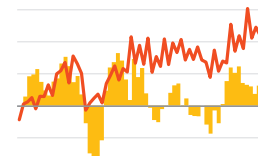
Produits métalliques



2005/I 2019/IV

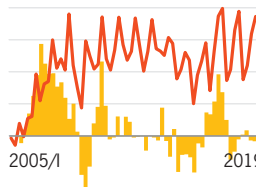
2005/I 2019/IV

Produits électroniques; horlogerie



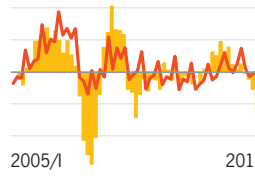
2005/I 2019/IV

Equipements électriques



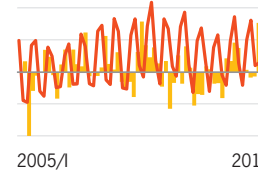
2005/I 2019/IV

Fabrication de machines



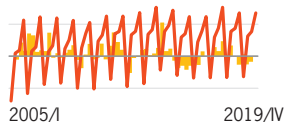
2005/I 2019/IV

Production et distribution d'énergie



2005/I 2019/IV

Construction



2005/I 2019/IV

Valeurs trimestrielles corrigées des effets calendaires

— Indice: moyenne annuelle 2015 = 100 $\updownarrow \cong 20$

■ Changement par rapport au trimestre de l'année précédente $\updownarrow \cong 10\%$

croître dans les nouveaux pays industrialisés et bien des entreprises sont devenues, par voie de fusion, des groupes géants opérant au niveau mondial.

L'industrie a fortement réagi à la conjoncture mondiale sur la période 2002–2019. La construction, en revanche, a été relativement épargnée par les fluctuations conjoncturelles, enregistrant durant cette période une évolution annuelle chaque fois positive, sauf en 2012, en 2015, en 2016 et en 2019. De 2004 à 2019, la production du secteur secondaire a augmenté de 35,2%.

La production a évolué de manière très variable selon les branches: elle a plus que triplé depuis 2004 dans l'industrie pharmaceutique, mais a diminué de –20,6% dans l'industrie du textile et de l'habillement et de –16,3% dans la branche «industrie du bois et du papier; imprimerie». En 2019, l'industrie des machines est également tombée en dessous du niveau de production de 2004 (–2,4%).

À la fin de 2008, après plusieurs années d'expansion, l'industrie suisse a été frappée par la crise financière, laquelle s'est poursuivie en 2009. Les activités les plus durement atteintes ont été l'industrie des machines, l'industrie textile et de l'habillement et la branche «fabrication d'ordinateurs et de montres».

La situation s'est améliorée à l'échelle suisse entre 2010 et 2014. La production a augmenté dans presque toutes les branches de l'industrie suisse en 2010, dans les trois quarts en 2011, dans la moitié en 2012 et à nouveau dans les trois quarts en 2013 et 2014. Au début de 2015, la Banque nationale suisse a abandonné le taux plancher entre le franc et l'euro. Cette mesure de politique financière a entraîné le renchérissement des produits suisses par rapport à l'étranger. La quasi-totalité des

branches a enregistré des baisses de production en 2015. La situation s'est améliorée en 2016. Presque toutes les branches se sont rétablies en 2018. Bien que la production du secteur secondaire ait continué à augmenter en 2019 (+3,5%), un peu moins de la moitié seulement des secteurs ont enregistré des chiffres positifs.

Le commerce de détail dans un contexte difficile

Le commerce de détail est confronté depuis quelques années à des mutations qui lui imposent de profondes adaptations structurelles. Le commerce en ligne, avec ses temps de livraison toujours plus courts, ne cesse de gagner en importance. Le commerce de détail est confronté aussi à une offre excessive de surfaces commerciales, à la modernisation des systèmes de stockage et à la politique suisse des taux de change.

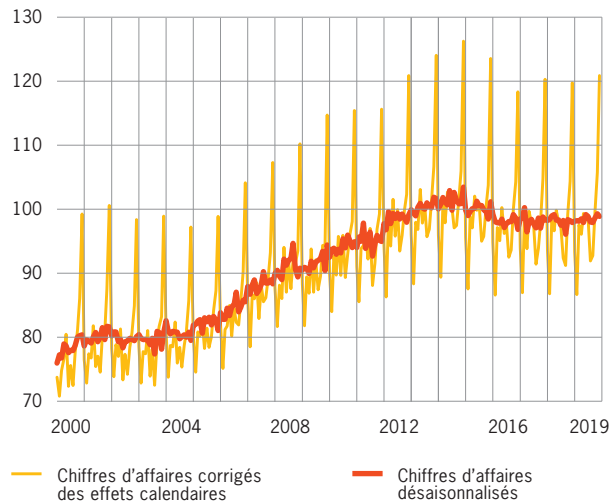
Après plusieurs années de croissance des chiffres d'affaires (2002–2008), le commerce de détail a connu une passe un peu plus difficile en 2009 par suite de la crise financière mondiale. La croissance des chiffres d'affaires s'est ralentie les années suivantes et a connu un coup d'arrêt brutal en 2015, quand la Banque nationale a abandonné sa politique d'alignement du franc sur l'euro. Les produits suisses ont considérablement renchéri par rapport à l'étranger et les Suisses ont pris l'habitude de faire davantage leurs achats dans les pays voisins.

Après une forte baisse des chiffres d'affaires entre 2015 et 2017, les chiffres d'affaires nominaux ont légèrement augmenté en 2018 et 2019. Avec un faible taux de croissance annuel de 0,2%, le niveau de l'indice en 2019 n'était encore que légèrement supérieur à celui de 2007.

Evolution dans le commerce de détail

G 6.9

Indice 2015 = 100, en termes réels



Commerce extérieur fort

La Suisse a toujours entretenu de fortes relations économiques avec l'étranger. Les importations et exportations par habitant ainsi que la quote-part des importations et des exportations (soit leur part en pour cent du produit intérieur brut) sont parmi les plus élevées du monde. Les exportations en particulier jouent un rôle économique majeur pour un petit pays comme la Suisse. Depuis 2002, la balance commerciale helvétique a toujours été excédentaire.

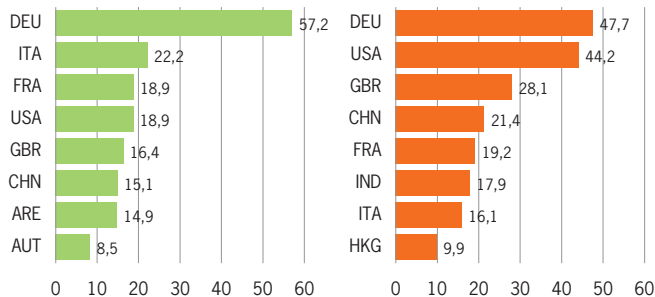
Principal partenaire commercial de la Suisse, l'UE génère 59% des importations et 50% des exportations (2019). Au niveau des pays, l'Allemagne, les Etats-Unis et la Chine jouent les premiers rôles.

Les échanges de produits chimiques et pharmaceutiques revêtent une grande importance pour la Suisse. Les machines, et l'électronique de même que l'horlogerie constituent également des secteurs clés.

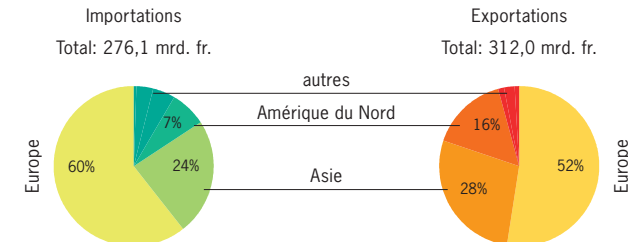
Commerce extérieur de la Suisse, en 2019

En milliards de francs

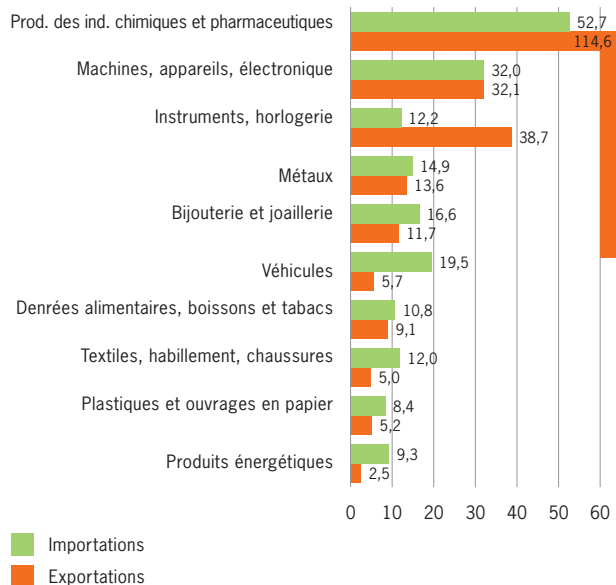
Les principaux partenaires



Répartition selon continent



Les principales marchandises



Glossaire

Chiffres d'affaires

Les chiffres d'affaires correspondent aux montants facturés pendant une période donnée pour la vente de produits ou de prestations. Ils comprennent les taxes et les impôts (mais pas la TVA), les charges (frais d'emballage, propres frais de transport, etc.). Les remises, ristournes et rabais accordés aux clients ainsi que la valeur des emballages rendus sont à déduire. Le chiffre d'affaires ne comprend pas la vente d'actifs fixes.

Chiffre d'affaires du commerce de détail

Produit des biens vendus et des services de réparation fournis aux ménages privés, aux prix du marché, TVA incluse, déduction faite des rabais, escomptes et autres réductions. Sont exclus les revenus de la loterie, les taxes (par ex. vignettes autoroutières), ou autres.

Commerce extérieur

Le commerce extérieur recense les importations et les exportations de marchandises. Celles-ci sont ventilées selon différents groupes de marchandises et selon les pays. Depuis le 1^{er} janvier 2012, lors de l'importation, c'est le **pays d'origine** qui est déterminant pour la statistique du commerce extérieur (auparavant, c'était le pays de production). Le pays d'origine correspond au pays dans lequel la marchandise a été entièrement obtenue ou en majeure partie fabriquée. A l'exportation, c'est le **pays de destination** qui fait foi. Est désigné comme tel le pays dans lequel la marchandise a été exportée ou transformée.

L'ensemble des marchandises importées et exportées est classifié selon des nomenclatures. Il y a une classification selon l'emploi des marchandises et une classification selon la nature des marchandises. L'attribution des marchandises dans ces deux nomenclatures s'effectue sur la base du numéro de tarif des douanes. Il s'agit d'un code à huit chiffres utilisé pour la déclaration douanière des marchandises. Les six premiers chiffres correspondent au numéro du Système de désignation et de codification des marchandises élaboré par l'Organisation Mondiale des Douanes. Depuis 2019, le commerce extérieur est également analysé sous l'angle des secteurs économiques (NOGA). Pour y parvenir, deux domaines statistiques sont considérés: la statistique des entreprises et celle relative au commerce extérieur.

La valeur des importations et des exportations correspond à **la valeur statistique**. Il s'agit de la valeur franco frontière des marchandises en francs suisses. Les frais de transport, d'assurance et autres jusqu'à la frontière suisse sont inclus dans cette valeur, tandis que les rabais et escomptes en sont déduits. Les montants libellés en monnaies étrangères sont convertis en francs suisses au cours de vente des devises du jour précédant le dédouanement.

Le solde de la balance commerciale représente la différence de valeur entre les importations et les exportations. Lorsque la valeur des importations dépasse celle des exportations, la balance commerciale est considérée comme déficitaire ou passive. Dans le cas contraire, la balance est excédentaire ou active.

Emplois (places occupées)

Les emplois désignent des places de travail occupées. Tout en recouvrant en grande partie la même notion, les «emplois» et les «personnes actives occupées» ne coïncident pas, dans la mesure où une personne peut occuper plusieurs emplois. On parle dans ce cas d'activité principale et d'activité secondaire.

La statistique de l'emploi (BESTA) et la statistique structurelle des entreprises (STATENT) renseignent sur les emplois soumis à une cotisation AVS obligatoire (salariés et indépendants dont le revenu annuel minimum se monte à 2300 francs par an). La durée de travail minimale qui est déterminante est donc différente de celle qui est retenue dans la statistique de la population active occupée (SPAO; une heure par semaine). Contrairement à cette dernière, la BESTA et la STATENT ne prennent en outre pas en considération certaines catégories d'emplois atypiques, telles que les personnes qui ne travaillent pas dans des entreprises (employés de ménages privés, travailleurs à domicile, collaborateurs familiaux), etc.).

Entreprise (unité institutionnelle)

Plus petite unité juridiquement indépendante. Une unité institutionnelle peut être constituée d'un ou plusieurs établissements. La principale forme d'unité institutionnelle est l'**entreprise marchande**. Parmi les unités institutionnelles, on trouve encore les **institutions sans but lucratif au service des ménages** et (pour l'administration publique) les **unités d'administration**. Dans la statistique structurelle des entreprises (STATENT), une unité est saisie, d'un point de vue statistique, à partir du moment où elle paie des cotisations AVS à titre propre ou pour les emplois qui lui sont associés. Par conséquent, la STATENT considère comme unité productive («entreprise») tout acteur économique (per-

sonnes physique ou morale) qui verse des salaires supérieurs au seuil de revenu soumis à l'AVS de 2300 francs par an.

Entreprises à forte croissance

Les entreprises à forte croissance se définissent comme des unités ayant au moins 10 emplois au début de la période d'observation et dont la croissance moyenne annualisée du nombre d'emplois dépasse 10% par an pendant une période de trois ans.

Etablissement

Unité locale, délimitée géographiquement, faisant partie d'une unité institutionnelle et dans laquelle s'exerce une activité économique.

Fermetures d'entreprises

Une fermeture d'entreprise correspond à la dissolution d'une combinaison de facteurs de production - avec la restriction qu'aucune autre entreprise n'est impliquée dans cet événement. Les entreprises disparues à la suite d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration d'entreprises préexistantes ne sont donc pas considérées.

Groupe d'entreprises

On parle de groupe d'entreprises lorsqu'une entreprise en contrôle une ou plusieurs autres (filiales). L'unité de contrôle ultime (tête du groupe) est celle qui n'est pas elle-même contrôlée par une autre unité. Elle décide des orientations stratégiques et économiques du groupe et détient – directement ou indirectement – la majorité des droits de vote dans les entreprises du groupe. Un groupe d'entreprises peut être multinational (au moins une unité à l'étranger) ou purement domestique (tous les membres du groupe sont établis en Suisse).

Groupe d'entreprises multinational étranger

On considère qu'il existe un groupe d'entreprises multinational étranger (ou une multinationale étrangère) lorsqu'une ou plusieurs entreprises situées en Suisse sont contrôlées par une unité résidant à l'étranger. Dans ce cas, ces entreprises sont dénommées filiales étrangères.

Indices des commandes

Les indices des entrées de commandes et des commandes en portefeuille sont des indicateurs annonciateurs de l'évolution conjoncturelle. Ils sont définis comme des commandes faisant naître une production. C'est la raison pour laquelle la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau ne sont pas prises en compte dans le calcul de ces indices.

Nouvelles entreprises

Les nouvelles entreprises correspondent aux entreprises véritablement nouvelles, créées «ex nihilo», et exerçant une activité économique marchande. Une naissance d'entreprise consiste dans la création d'une nouvelle combinaison de facteurs de production - avec la restriction qu'aucune autre entreprise n'est impliquée dans cet événement. Les entreprises issues d'une fusion, d'une reprise, d'une scission ou d'une restructuration d'entreprises préexistantes ne sont donc pas considérées.

Production

Par production, on entend l'utilisation de divers facteurs de production comme la main-d'œuvre, le capital, l'énergie, les matières premières, etc. pour fabriquer des biens (y compris les services). La production est calculée à l'aide de la déflation du chiffre d'affaires.